

consultations régionales organisées entre juillet et novembre 2019 et financées en grande partie par la République fédérale d'Allemagne.

5. L'objectif des consultations régionales est de recueillir les contributions d'un large éventail de parties prenantes, qui seront prises en compte pour élaborer la première version du projet de Directives volontaires, dans une optique de sensibilisation et d'appropriation accrue par diverses parties prenantes du CSA.

6. Les Directives volontaires seront négociées par les parties prenantes du CSA au cours du premier semestre 2020 afin d'être présentées à la quarante-septième session du Comité, en octobre 2020, en vue de leur examen et de leur approbation.

7. Durant la quarante-sixième session du CSA, une séance sera consacrée à échanger sur les façons d'encourager l'utilisation des Directives volontaires après leur approbation, et de renforcer la cohérence des politiques et le dialogue entre les différents acteurs et dans les secteurs concernés. Un état d'avancement de la mise en œuvre des politiques et des interventions de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) en rapport avec le CSA sera également présenté.

8. Composition de l'équipe technique spéciale: FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA), Programme alimentaire mondial (PAM), Bioversity, Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC), Mécanisme du secteur privé (MSP), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Comité permanent de la nutrition et Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Programme de développement durable à l'horizon 2030

9. La mobilisation du CSA en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 s'est poursuivie pendant la période 2018-2019. La contribution du CSA au Forum politique de haut niveau 2019 a été mise au point lors d'une réunion ouverte, animée par MM. Sid Ahmed et Alamain Hamid (Soudan). Elle a porté sur l'examen et le suivi général du thème «Donner des moyens d'action aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité» et a mis en évidence les liens entre la sécurité alimentaire, la nutrition et les objectifs de développement durable (ODD) examinés en 2019, à savoir les ODD 4, 8, 10, 13, 16 et 17.

10. La quarante-cinquième session du CSA a comporté une séance intitulée «Le CSA et les objectifs de développement durable: enseignements à retenir» qui a été l'occasion d'échanger sur les bonnes pratiques des ODD, ainsi que sur la compréhension des facteurs qui ralentissent la progression de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

11. En 2018, pour la troisième année consécutive, L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde a indiqué une progression de la faim dans le monde, et une inversion des tendances après une longue période de recul. C'est pourquoi le thème de la quarante-sixième session sera: Accélérer la progression de l'ODD2 pour réaliser l'ensemble des ODD.

12. Durant la quarante-sixième session du CSA, une séance sera organisée pour permettre aux parties prenantes du Comité d'engager une réflexion sur les «bonnes pratiques» relatives à la mise en œuvre des ODD, et sur comment le CSA peut mieux répondre aux facteurs systémiques qui ralentissent la bonne réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

13. Composition de l'équipe technique spéciale: FAO, FIDA, PAM, MSC, MSP et Comité permanent de la nutrition.

Suivi de l'efficacité du CSA

- a) **Préparation de la manifestation sur l'utilisation et l'application de trois ensembles de recommandations de politique générale du CSA, qui se tiendra lors de la quarante-sixième session du CSA, en octobre 2019**

14. Le Secrétariat et l'équipe technique spéciale ont préparé la manifestation de la quarante-sixième session du CSA qui permettra d'examiner l'utilisation et l'application de trois ensembles distincts de recommandations de politique générale du Comité, à savoir:

- i) Investir dans la petite agriculture en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2013);
- ii) Établissement d'un lien entre les petits exploitants et les marchés (2016);
- iii) Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: quels rôles pour l'élevage? (2016).

15. Deux réunions ont été tenues avec l'équipe technique spéciale pour mettre au point l'appel à contributions, ouvert de janvier à avril 2019, puis pour examiner et résumer les contributions reçues, qui feront l'objet d'un document de la quarante-sixième session du CSA. L'appel à contributions sur l'expérience acquise et sur les bonnes pratiques a été lancé par l'intermédiaire du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition; il a aussi été communiqué sur le Portail des Membres de la FAO et sur la liste de diffusion du Groupe d'experts de haut niveau.

16. Les recommandations de politique générale du CSA sur les petits exploitants constituent une contribution importante à la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028. Elles orienteront l'élaboration de politiques et d'investissements publics efficaces, qui s'attaquent aux problèmes rencontrés par les petits exploitants et qui contribuent à la réalisation des ODD.

17. Composition de l'équipe technique spéciale: FAO, FIDA, Fondation Bill et Melinda Gates, MSC, MSP et Comité permanent de la nutrition.

b) Manifestation thématique mondiale sur l'utilisation et l'application du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées, organisée durant la quarante-septième session du CSA, en octobre 2020

18. Une première réunion avec l'équipe technique spéciale a été organisée en janvier 2019 pour mettre au point un appel à contributions; celui-ci a été lancé en février 2019 et qui restera ouvert jusqu'à mars 2020. Les parties prenantes ont été invitées à rendre compte des résultats des manifestations multipartites organisées au niveau national, régional et mondial afin d'échanger sur leurs expériences en ce qui concerne l'utilisation du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.

19. Un second appel sera lancé par l'intermédiaire du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN), en septembre 2019, pour solliciter des contributions sur les expériences et les bonnes pratiques relatives à l'application du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées; il s'achèvera en mars 2020.

20. Composition de l'équipe technique spéciale: FAO, PAM, MSC et MSP.

Urbanisation, transformation des zones rurales et incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition

21. À la quarante-quatrième session du CSA, le Comité est convenu d'approfondir le thème «Urbanisation, transformation des zones rurales et incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition» en mettant l'accent sur deux domaines définis par ses membres et les participants:

- i) l'incidence de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales sur la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes aux revenus les plus faibles;
- ii) la promotion de la participation et de l'emploi des jeunes et des femmes dans les systèmes alimentaires sur l'ensemble du continuum rural-urbain.

22. À cet effet, deux manifestations thématiques intersessions se sont tenues en novembre 2018 et février 2019. L'objectif était d'évaluer la faisabilité de la convergence des politiques afin d'aider les États et les autres parties prenantes, aux niveaux national et local, à œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte de l'évolution de la dynamique entre zones rurales et zones urbaines.

23. Les participants aux deux manifestations thématiques se sont appuyés sur les résultats des travaux effectués par le CSA en 2016 dans le cadre de son Forum sur l'urbanisation, la transformation des zones rurales et leurs incidences sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que sur les travaux réalisés en 2017 par un groupe de travail à composition non limitée visant à rassembler les expériences et les approches efficaces en matière de politiques.

24. Globalement, ces manifestations ont été l'occasion de mettre en évidence des lacunes en matière de politiques et de lancer un appel à l'action pour que les cadres mondiaux comme le Programme 2030 et le Nouveau Programme pour les villes soient intégrés dans des politiques efficaces aux niveaux national, infranational et territorial. En outre, la confrontation des expériences et des approches lors des manifestations a fait ressortir la nécessité de se doter de stratégies d'adaptation et d'atténuation qui faciliteront les transitions en cours et garantiront, conformément au Programme 2030, que personne ne soit laissé de côté. Les résultats des manifestations intersessions seront présentés à la quarante-sixième session du CSA.

25. Composition de l'équipe technique spéciale: FAO, PAM, Comité permanent de la nutrition, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), MSC, MSP.

Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

26. Comme l'a suggéré le Comité lors de sa quarante-cinquième session, en octobre 2018, le rapport du HLPE sur les «Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030» a été utilisé comme point de départ d'un processus de suivi axé sur les connaissances et le partage de l'expérience acquise en matière de partenariats multipartites efficaces.

27. Le facilitateur désigné par le Bureau, M. Oliver Mellenthin, a établi un document présentant les différentes options relatives au processus de suivi sur la base des contributions écrites des parties prenantes et des échanges bilatéraux. En mars 2019, le Bureau a opté pour l'organisation d'une manifestation sur les partenariats multipartites lors de la quarante-sixième session plénière du CSA, en octobre 2019. Celle-ci fait partie du processus de suivi du rapport du HLPE sur les partenariats multipartites, et des mesures complémentaires peuvent être envisagées à l'avenir en fonction des besoins et des priorités du Comité.

28. Une autre séance sur les partenariats multipartites sera organisée lors de la quarante-sixième session du CSA dans le but de déterminer ce qui rend ces partenariats efficaces en matière de financement et d'amélioration de la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau national, régional et mondial, ainsi que de mettre en évidence les approches pratiques permettant de relever les défis spécifiques auxquels ils sont confrontés.

Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture durable et des systèmes alimentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition

29. Sur la base des résultats d'une consultation électronique ouverte sur l'avant-projet du rapport n° 14 du HLPE (4 octobre 2018-19 novembre 2018), et suivant les orientations fournies par le Comité directeur du HLPE, l'Équipe de projet a établi un premier projet, qui a été présenté à des pairs en vue d'un examen scientifique indépendant. Un second projet a ensuite été soumis au Comité directeur, pour validation, lors de sa réunion tenue à Canberra, en avril 2019. Le résumé et les recommandations

ont fait l'objet d'une attention particulière. Le rapport (en anglais) a été mis en ligne peu après sa présentation, le 3 juillet à la FAO, à Rome. Il sera publié dans toutes les langues officielles des Nations Unies au moins six semaines avant la quarante-sixième session du CSA.

30. Lors de la quarante-sixième session du CSA, les parties prenantes du Comité auront l'occasion d'échanger sur les questions relatives aux politiques abordées dans le rapport, et de donner des orientations sur le processus de convergence des politiques prévu, qui débutera après la quarante-sixième session du CSA. Ce processus devrait aboutir à des recommandations de politique générale négociées qui seront présentées à la quarante-septième session du CSA pour approbation.

Programme de travail pluriannuel

31. Conformément aux orientations fournies dans l'évaluation du CSA et à un rapport d'exécution ultérieur, le processus relatif au Programme de travail pluriannuel a été lancé lors d'un débat en séance plénière sur les questions critiques et émergentes abordées, pendant la quarante-cinquième session du CSA, en 2018. Début 2019, un certain nombre de propositions préliminaires ont été présentées lors de la première réunion ouverte relative au Programme de travail pluriannuel. Un avant-projet de programme a été examiné lors d'une seconde réunion ouverte tenue en avril 2019.

32. Le Bureau, en concertation avec le Groupe consultatif et avec l'appui du Président du CSA, a préparé un Programme de travail pluriannuel réaliste et complet, qui tient compte d'une vision stratégique quadriennale, des ressources nécessaires à la mise en œuvre et du potentiel de mobilisation de ressources. Ce programme sera présenté à la quarante-sixième session du CSA pour approbation.

II. COMMUNICATION ET INFORMATION

Le point sur la quarante-cinquième session du CSA

Fréquentation:

33. La quarante-cinquième session du CSA a accueilli 1 233 délégués inscrits, qui représentaient:

- 114 États membres;
- 10 États non membres;
- 13 institutions et organes du système des Nations Unies;
- 106 organisations de la société civile (la participation de la société civile a été facilitée par le MSC, qui a permis la représentation de 57 organisations de la société civile);
- 6 organisations internationales de recherche agronomique;
- 1 institution financière internationale;
- 79 associations du secteur privé et organisations philanthropiques, dont 32 entreprises sous l'égide du Mécanisme du secteur privé.

Les participants de haut niveau comprenaient un vice-président, sept ministres et sept vice-ministres.

Manifestations parallèles et marché de l'information

34. Au total, 57 manifestations parallèles ont été organisées lors de la quarante-cinquième session du CSA, ainsi que le lancement d'un rapport sur l'élevage mondial. Étaient présents 159 organisateurs de manifestations parallèles, dont plusieurs organisations qui participaient pour la première fois au CSA. Un grand nombre d'entre eux ont organisé plus d'une manifestation parallèle. La FAO a participé à 35 manifestations parallèles, le PAM à 11 et le FIDA à 10.

35. La fréquentation a été enregistrée électroniquement: 3 270 personnes ont assisté aux manifestations parallèles tout au long de la semaine, ce qui donne une moyenne de 56 participants par manifestation parallèle. La manifestation parallèle la plus fréquentée a enregistré 105 participants, la deuxième 104 et la troisième 98. Cette dernière s'est tenue le vendredi, ce qui montre le vif intérêt suscité par les manifestations parallèles pendant toute la semaine. Les organisateurs de manifestations parallèles ont transmis des rapports succincts qui ont été mis en ligne.

36. Une enquête a été menée auprès des points de contact des manifestations parallèles, 40 pour cent d'entre eux y ont répondu et 100 pour cent de ces derniers étaient soit très satisfaits, soit satisfaits du déroulement global des manifestations parallèles de la quarante-cinquième session du CSA. Quatre-vingts pour cent ont déclaré que les manifestations parallèles leur avaient permis de nouer un dialogue avec des parties prenantes auxquelles elles n'auraient pas eu l'occasion de parler sans la manifestation. Cent pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu'elles pensaient faire une demande de manifestation parallèle lors d'une prochaine session du CSA.

37. La Salle des drapeaux de la FAO a été réservée au marché de l'information du CSA. Elle comptait 11 tables sur lesquelles étaient présentées les directives et les recommandations de politique générale du CSA, les rapports du HLPE et le matériel des membres du Groupe consultatif du CSA.

Diffusion et médias

38. Le service de presse de la FAO a assuré le suivi de la couverture médiatique de la quarante-cinquième session du CSA. Des plus variées, celle-ci a été marquée par la Journée mondiale de l'alimentation et par le lancement du rapport sur La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture au cours de la même semaine. Le nombre d'articles ayant mentionné le CSA dans les langues officielles, ainsi qu'en allemand, italien et portugais, s'est élevé à environ 230 (la capacité de suivi est limitée en arabe, russe et chinois). Plusieurs médias ont mis l'accent sur la présence des autorités nationales ayant participé à la quarante-cinquième session du CSA.

39. Le Service des informations de l'Institut international du développement durable (IIDD) a couvert les séances plénières de la quarante-cinquième session du CSA, et a établi des comptes rendus quotidiens et un résumé de la semaine, accessibles via un lien internet. Des articles sur la quarante-cinquième session du CSA ont été publiés sur les sites intranet du FIDA et du PAM pour informer le personnel et la FAO a publié des articles de presse sur son site web.

Médias sociaux et statistiques web

40. Lundi 9 octobre, le mot-dièse officiel #CFS45 était très présent sur Twitter à Rome. Durant la semaine, il a été twitté quelque 5 900 fois par 1 463 contributeurs et vu par plus de 6 millions de personnes.

41. Le site web du CSA a été consulté par 4 002 utilisateurs au cours de la semaine de la quarante-cinquième session du CSA. En moyenne, ceux-ci sont restés 2 minutes 50 environ sur le site web et ont consulté 2,5 pages chacun. Les dix principales localisations des utilisateurs étaient l'Italie, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Suisse, l'Inde, le Canada, le Brésil et l'Espagne.

Utilisation rationnelle du papier/écologie

42. Le nombre de demandes au service d'impression a été très limité, à l'exception du vendredi matin, lorsque les versions imprimées du projet de rapport final ont été mises à disposition. Les participants ont été invités à choisir un hébergement vert et à apporter des bouteilles d'eau réutilisables; des menus durables ont été proposés aux organisateurs des manifestations parallèles. Les émissions d'équivalent de CO₂ associées à la quarante-cinquième session du CSA ont été compensées par l'intermédiaire d'une contribution sur la plateforme *Climate Neutral Now* de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Activités de communication du Président

43. Tout au long de l'année, le Président du CSA a participé à une série de manifestations de haut niveau pour sensibiliser le public aux travaux du CSA et à son modèle multipartite, promouvoir ses documents relatifs aux politiques et mettre en avant les efforts déployés par le Comité pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et de nutrition, dans le cadre du Programme 2030. Parmi ces manifestations, on peut citer:

- la conférence «Sustainable Food Future» organisée à la Chatham House, à Londres (Royaume-Uni), en novembre;
- le Forum des partenariats de l'Organisation internationale de droit du développement, à Rome, en novembre;
- la manifestation mondiale «Accélérer l'élimination de la faim et de la malnutrition dans le monde», organisée conjointement par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et la FAO, à Bangkok, en novembre;
- la onzième Conférence des ministres de l'agriculture, à Berlin (Allemagne), en janvier;
- la manifestation sur «L'agroécologie: une contribution au changement en profondeur vers des systèmes alimentaires et agricoles durables pour réussir la mise en œuvre du Programme 2030», à Berne (Suisse), en février;
- la deuxième conférence mondiale du «Programme pour des systèmes alimentaires durables "One Planet"», à San José (Costa Rica), en février 2019;
- une manifestation sur le droit à l'alimentation organisée conjointement par la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, à Genève (Suisse), en février;
- le «Réseau mondial des banques alimentaires du Food Bank Leadership Institute (FBLI)» à Londres (Royaume-Uni), en mars;
- la «sixième Conférence mondiale sur l'agriculture familiale: une Décennie pour améliorer la vie des agricultrices et agriculteurs familiaux», à Bilbao (Espagne), en mars;
- la manifestation de haut niveau sur «l'alimentation et l'agriculture en période de crise» à Bruxelles (Belgique), en avril;
- l'Assemblée générale annuelle de l'Organisation mondiale des agriculteurs, à Luxembourg, en mai, pour aborder le rôle de l'innovation agricole sous toutes ses formes;
- le lancement mondial de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, qui s'est tenu au siège de la FAO, à Rome, le 29 mai 2019;
- le colloque sur «L'avenir de l'alimentation» visant à faire progresser le processus en cours de cohérence et de convergence des politiques sur les systèmes alimentaires et la nutrition, organisé au siège de la FAO, à Rome, en juin;
- la manifestation «Nourish», conférence de deux jours organisée à Chicago (États-Unis) par la Plateforme mondiale des produits laitiers (Global Dairy Platform), axée sur l'impact de notre système alimentaire sur la planète et sur le rôle des produits laitiers dans l'alimentation des consommateurs de demain.

Autres activités de communication du CSA

Le nouveau Secrétaire du CSA, M. Christopher Hegadorn, qui a pris ses fonctions en mars 2019, a participé au EAT Stockholm Food Forum, en juin 2019. Lors d'une table ronde de haut niveau sur les politiques, organisée par le gouvernement suédois, il a parlé des travaux du CSA relatifs aux systèmes alimentaires et à la nutrition.

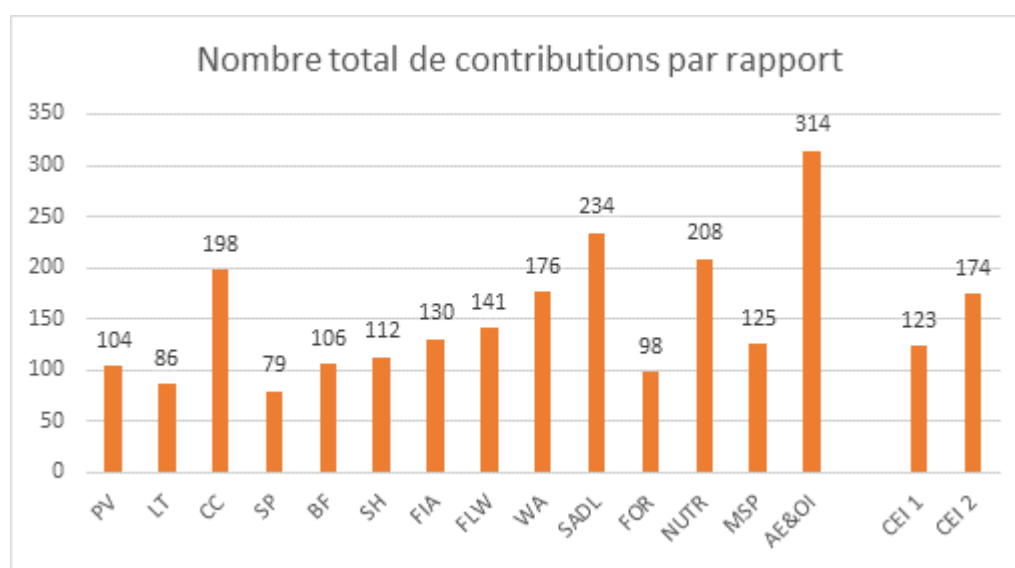
Activités de communication du HLPE

Impact au sein du CSA

44. Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), interface scientifico-politique du CSA, est une pierre angulaire de la réforme de 2009 et contribue à ses deux principaux objectifs: **ouverture et les données concrètes**.

45. Les rapports du HLPE sont le résultat d'un dialogue continu entre les experts qui participent aux travaux du Groupe, tels que les membres du Comité directeur, les membres de l'Équipe de projet ou les examinateurs scientifiques, et établissent des passerelles entre un grand nombre de disciplines scientifiques, de professionnels et d'experts régionaux. Mis à part les experts du HLPE, ce dialogue inclut également, au travers de consultations électroniques ouvertes et de conférences, un large éventail de détenteurs de connaissances dans le monde.

Nombre total de contributions par rapport



46. Les consultations électroniques ouvertes suscitent un intérêt croissant, le nombre de contributions reçues étant, en moyenne, de plus en plus élevé, comme le montre la figure ci-dessus. Les écarts observés reflètent le niveau variable d'intérêt scientifique et politique des membres du CSA et des participants, ainsi que d'un plus large éventail de parties prenantes dans le monde, pour les différents thèmes des rapports du HLPE retenus par le CSA. Les nouveaux enjeux, tels que les partenariats multipartites, génèrent moins de contributions que les questions brûlantes qui figurent en bonne place dans les préoccupations politiques, par exemple la nutrition, ou les sujets très controversés, tels que l'agroécologie et autres innovations. La dernière consultation électronique sur l'avant-projet du rapport n° 14 sur l'agroécologie et autres innovations (4 octobre-19 novembre 2018) a fait l'objet de 141 contributions originales représentant un total de 561 pages, soit bien plus que toutes les autres consultations électroniques antérieures. Les thèmes perçus comme étant étroitement liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, tels que le développement de l'élevage et de l'agriculture, génèrent plus de contributions que les thèmes qui n'occupent généralement pas une grande place dans les débats sur la sécurité alimentaire et la nutrition, par exemple la foresterie.

47. Les rapports du HLPE sont largement reconnus pour la quantité et la qualité des données scientifiques qu'ils contiennent, ainsi que pour leurs présentations et analyses à la fois claires, équilibrées et complètes de questions complexes relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

48. La contribution du HLPE est essentielle pour éclairer les débats actuels du CSA, mais aussi pour suggérer des domaines de travail possibles à l'avenir. Dans sa lettre adressée aux parties

prenantes du CSA le 31 octobre 2018, le Président du CSA a souligné que durant la quarante-cinquième session du CSA, «de nombreux participants ont accueilli favorablement la deuxième note du HLPE sur les questions cruciales et émergentes comme une base solide pour les discussions futures sur le programme de travail du CSA.»

Impact au-delà du CSA

49. Au-delà du CSA, les rapports du HLPE sont mis à disposition de tous les acteurs concernés et des décideurs en tant que biens publics et documents de référence, afin d'éclairer les choix et les stratégies visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et à promouvoir le développement durable. Ces rapports suscitent encore un grand intérêt plusieurs années après leur publication. Divers types d'institutions ou de parties prenantes continuent de solliciter des copies papier ou des présentations des rapports du HLPE, dans diverses instances et à différents échelons. Le Groupe de haut niveau a également été invité à coorganiser plusieurs manifestations aux niveaux national, régional et international, ou à y participer. Le Comité directeur du Groupe, avec l'appui du Secrétariat, examine ces demandes et y répond de manière stratégique, au cas par cas.

50. En 2018, 3 540 exemplaires des rapports du HLPE, dans toutes les langues des Nations Unies ont été distribués dans différentes instances. Le nombre d'exemplaires distribué dépend du nombre de rapports du Groupe présenté en séance plénière et du niveau d'intérêt des parties prenantes du CSA pour les sujets traités.

Impact au niveau mondial, en particulier dans le système des Nations Unies

51. Les travaux du HLPE sont de plus en plus reconnus au niveau international, en particulier dans le système des Nations Unies. Comme l'a mentionné le Secrétaire général de l'ONU dans son dernier rapport (A/73/293, 2 août 2018), l'une des principales valeurs ajoutées des rapports du HLPE est de «proposer un ensemble commun de définitions, d'outils, de méthodes, de voies et de recommandations qui vise à structurer les débats politiques». Autrement dit, l'un des rôles les plus importants de ces rapports est de fournir un langage commun à l'appui des débats.

52. La FAO et les autres organismes des Nations Unies utilisent ces rapports pour promouvoir certaines thématiques et appuyer le discours institutionnel qui les accompagne, souvent dans le but d'en accroître la visibilité, et pour mettre en avant des messages et des actions clés, en s'appuyant sur des rapports indépendants et fondés sur des données factuelles.

Impact dans le domaine des connaissances et dans le monde universitaire

53. Le réseau de scientifiques et de détenteurs de connaissances qui participent aux travaux du HLPE ne cesse de croître, tant en termes de taille que de diversité, en raison du large éventail de sujets couverts par les publications antérieures du HLPE.

54. La notoriété et l'attrait du HLPE dans les milieux universitaires et scientifiques peuvent être mesurés par le succès grandissant des appels à candidatures d'experts pour former les équipes de projet, qui font apparaître un nombre croissant de candidats et des candidats d'un niveau toujours plus élevé, qui peuvent être des responsables d'institutions scientifiques ou universitaires.

55. Outre les experts qui participent directement aux travaux du HLPE (membres du Comité directeur, membres de l'Équipe de projet et examinateurs scientifiques), tous les détenteurs de connaissances qui contribuent aux consultations électroniques ouvertes du HLPE permettent au Groupe d'intégrer dans ses publications une grande diversité de connaissances, non seulement académiques, mais aussi traditionnelles, ainsi que les expériences empiriques de praticiens sur le terrain, et la connaissance approfondie que ces derniers ont des conditions et des contextes locaux.

Impact du HLPE aux niveaux national et régional

56. Le Secrétariat du HLPE n'est pas systématiquement informé de l'utilisation des rapports par les membres ou anciens membres du Groupe, du Comité directeur ou de l'Équipe de projet, ni par d'autres experts. Néanmoins, quelques exemples emblématiques de l'action et de l'impact du HLPE aux niveaux régional et national ont été relevés.

Activités de communication du Groupe consultatif

57. Pendant la période 2018-2019, les membres du Groupe consultatif étaient la FAO, le FIDA, le PAM, l'OMS, la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, le Comité permanent de la nutrition, le Mécanisme de la société civile, le Mécanisme du secteur privé, le CGIAR, la Banque mondiale, la Fondation Bill et Melinda Gates et l'Organisation mondiale des agriculteurs (ad hoc). Durant la période intersessions, les membres du Groupe consultatif du CSA se sont beaucoup investis dans la promotion de l'utilisation, de l'application et de la diffusion des produits du CSA relatifs aux politiques:

- ils ont participé à des manifestations nationales et régionales sur le suivi de l'utilisation et de l'application des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale;
- ils ont participé au Conseil des ministres de l'agriculture de l'Afrique centrale, qui s'est tenu à Libreville (Gabon), et ont rencontré des représentants d'autorités nationales et régionales de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale afin de promouvoir l'application des produits du CSA relatifs aux politiques;
- en s'appuyant sur le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, ils ont entamé des négociations visant à assurer de meilleures conditions de vie et de travail pour les agriculteurs en Sierra Leone, au Niger et au Sénégal;
- les recommandations de politique générale du CSA sur l'établissement d'un lien entre les petits exploitants et les marchés ont été utilisées pour élaborer des méthodes participatives de collecte de données sur les marchés territoriaux;
- les membres du Groupe consultatif ont sensibilisé des communautés pastorales du Chili, d'Argentine, du Paraguay, de Bolivie et du Pérou qui assistaient à une réunion régionale à Buenos Aires (Argentine) aux recommandations de politique générale du CSA sur le développement agricole durable et l'élevage, et sur l'établissement d'un lien entre les petits exploitants et les marchés;
- ils ont appelé à une plus grande utilisation et application des produits du CSA relatifs aux politiques, lors de la trente-cinquième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes qui s'est tenue en Jamaïque;
- ils ont organisé des ateliers régionaux au Liban et en Jordanie pour promouvoir l'utilisation et l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées. À ces ateliers ont participé des représentants des gouvernements de l'Iraq, du Yémen, de la Palestine, de la Mauritanie, du Soudan, du Liban et de la Jordanie;
- ils ont utilisé les produits du CSA relatifs aux politiques pour appuyer le processus de négociation qui a conduit à l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales;
- dans leur propre cadre stratégique, ils ont continué à soutenir l'application des produits du CSA relatifs aux politiques au moyen de différentes activités: i) la mise en place d'un cours de formation en ligne sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et sur les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture

et les systèmes alimentaires; ii) des ateliers de sensibilisation aux niveaux national et régional, et auprès des populations autochtones; iii) l'élaboration d'une série de guides techniques sur les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et sur le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées, afin d'élaborer et de fournir des orientations plus détaillées sur leur utilisation et leur application;

- ils ont fait référence aux produits du CSA relatifs aux politiques lors de réunions et de séminaires pertinents, ainsi que dans des publications;
- ils ont pris en compte de manière plus systématique l'inclusion des produits du CSA relatifs aux politiques dans l'élaboration de leurs stratégies nationales et dans leur dialogue sur les politiques au niveau des pays;
- ils ont sensibilisé leur personnel sur le CSA et sur ses implications pour les programmes par pays;
- ils ont présenté à leur organe directeur des mises à jour annuelles sur leur participation au CSA;
- les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers ont été utilisées dans le cadre de l'élaboration de plusieurs projets de prêt en Afrique de l'Est et en Afrique australe, ainsi qu'en Asie du Sud, dont dépendaient la propriété et l'accès à la terre, à l'eau, aux forêts et aux pêches;
- le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées a été utilisé comme cadre de référence pour l'engagement des membres du Groupe consultatif dans les États fragiles et lors de crises prolongées, par exemple dans le contexte de l'initiative des organismes ayant leur siège à Rome sur la résilience en Somalie, au Niger et en République démocratique du Congo;
- les Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires ont éclairé la révision des procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique utilisées par le FIDA dans l'ensemble de son programme de prêt;
- les produits du CSA relatifs aux politiques ont été diffusés via divers réseaux sociaux, notamment des sites web, des blogs, Twitter et LinkedIn;
- de jeunes délégués des membres du Groupe consultatif ont présenté le CSA dans des écoles secondaires et des universités, et ont encouragé leurs pairs et collègues à chercher des moyens d'intégrer les produits du CSA relatifs aux politiques à leurs travaux;
- les membres du Groupe consultatif ont contribué à promouvoir le CSA au sein de plusieurs instances et, ainsi, à mieux faire connaître le Comité au-delà de Rome, notamment en organisant des manifestations parallèles, comme celle intitulée Évaluer les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition: vers la préparation des Directives volontaires du CSA, lors de la conférence Accélérer l'élimination de la faim et de la malnutrition dans le monde, à Bangkok (Thaïlande);
- ils ont utilisé la deuxième note du HLPE sur les questions cruciales et nouvelles pour éclairer le débat sur les questions nouvelles en vue d'élaborer le programme des prochaines années, ont renforcé leur collaboration avec les organes et parties prenantes concernés par la sécurité alimentaire et la nutrition, ont diffusé les produits du CSA relatifs aux politiques et autres documents au moyen de bulletins d'information et d'alertes électroniques, et œuvrent à promouvoir l'utilisation et l'application des produits du CSA relatifs aux politiques par l'intermédiaire de leurs propres membres;
- ils ont intégré une présentation du CSA au module de formation d'un cours de formation en ligne sur la Décennie d'action pour la nutrition.

III. SUIVI DES DÉCISIONS ET DES RECOMMANDATIONS DU CSA

58. Les décisions suivantes sont tirées du rapport final de la quarante-cinquième session du CSA.

V. Questions cruciales et nouvelles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition – Vers un programme de travail pluriannuel stratégique pour 2020-2023	
<p>[Le Comité,] conformément aux indications figurant à l'annexe B du rapport sur la suite donnée à l'évaluation du CSA, a recommandé au Bureau du CSA de travailler, en collaboration avec le Groupe consultatif et avec le soutien et la participation des parties prenantes du CSA intéressées, à l'élaboration du programme de travail pluriannuel du CSA pour 2020-2023, qui sera présenté pour examen et approbation à la quarante-sixième session du CSA;</p> <p>Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 19, alinéa b.</p>	<p>Le programme de travail pluriannuel du CSA pour 2020-2023 a été élaboré sur la base des orientations fournies dans l'annexe B du rapport sur la suite à donner à l'évaluation du CSA sur la nouvelle structure du programme de travail pluriannuel et les processus y afférents.</p>
<p>[Le Comité] a demandé au Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) de mener une étude sur le thème «Sécurité alimentaire et nutrition: exposé des faits global à l'horizon 2030», selon la proposition figurant dans la troisième partie du document CFS 2018/45/4 afin de la présenter au premier semestre 2020.</p> <p>Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 19, alinéa c.</p>	<p>Afin de répondre à cette demande du CSA, le HLPE a lancé une consultation électronique ouverte pour recueillir les avis et observations sur le champ d'application et les éléments constitutifs du rapport. Elle a permis de recevoir 52 contributions.</p> <p>Sur cette base, le Comité directeur a défini les grandes lignes du rapport durant sa réunion d'avril 2019, tenue à Canberra (Australie).</p> <p>Les prochaines étapes devraient se dérouler à partir de juillet 2019.</p>
VI.a Approbation du mandat relatif aux orientations à donner concernant les systèmes alimentaires et la nutrition	
<p>[Le Comité,] reconnaissant que les fonds disponibles à l'heure actuelle n'étaient pas suffisants, a invité les membres et les parties prenantes du CSA à mettre à disposition les ressources financières nécessaires afin de permettre la mise en œuvre du processus de convergence des politiques, pour faire en sorte que toutes les activités prévues soient menées dans la limite des ressources disponibles;</p> <p>Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 21, alinéa e.</p>	<p>La République fédérale d'Allemagne a mis à disposition les ressources financières nécessaires à l'organisation des consultations régionales et à la traduction de l'avant-projet des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition.</p>
<p>[Le Comité] a demandé que les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition soient présentées à la quarante-</p>	<p>Toutes les étapes du processus prévues dans le calendrier présenté dans le mandat approuvé font l'objet d'un suivi jusqu'à la présentation des Directives volontaires à la</p>

septième session du CSA (2020), en vue de leur approbation.	quarante-septième session du CSA, en octobre 2020.
Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 21, alinéa f.	
VI.b Le CSA et le Programme 2030: contributions au Forum politique de haut niveau	
[Le Comité] a demandé qu'un projet de contribution pour 2020 soit présenté à la quarante-sixième session du CSA, à la suite d'un processus inclusif et facilité qui ne comprendrait pas plus de deux réunions à composition non limitée et s'appuierait sur des consultations électroniques;	Le format et les modalités de fonctionnement du Forum politique de haut niveau pour 2020 et au-delà sont en cours d'examen. Une décision devrait être prise lors de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2019.
Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 23, alinéa f.	
VI.c Promouvoir la transparence et la mise en commun des pratiques optimales	
Superviser les préparatifs des manifestations thématiques mondiales qui doivent avoir lieu tous les deux ans en séance plénière;	Une manifestation thématique mondiale sera organisée durant la quarante-septième session du CSA, en octobre 2020, pour échanger des expériences et faire le point sur l'utilisation et l'application du Cadre d'action du CSA pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.
Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 25, alinéa b.	
Superviser les préparatifs des manifestations organisées en vue de favoriser l'assimilation, le suivi et l'examen ainsi que le partage de l'expérience acquise et des bonnes pratiques concernant l'utilisation et l'application d'autres recommandations du CSA en matière de politiques à tous les niveaux, dans le cadre du Programme de travail pluriannuel;	Conformément à la décision du Bureau, une première manifestation sera organisée durant la quarante-sixième session du CSA pour assurer le suivi de l'utilisation et de l'application de trois ensembles de recommandations de politique générale du CSA.
Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 25, alinéa b.	
Superviser les préparatifs de la manifestation prévue en 2019, en fonction des ressources disponibles, afin d'assurer le suivi des recommandations du CSA relatives aux politiques menées dans les domaines suivants: i) l'investissement dans la petite agriculture; ii) l'établissement de liens entre les petits exploitants et les marchés; et iii) le développement agricole durable, y compris le	Une manifestation de suivi sera organisée au cours de la quarante-sixième session du CSA pour partager des expériences sur l'utilisation et l'application des trois ensembles de recommandations de politique générale du CSA suivants:

<p>rôle de l'élevage. La manifestation aura lieu dans le cadre de la quarante-sixième session du CSA, en fonction des ressources disponibles.</p> <p>Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 25, alinéa b.</p>	<p>Investir dans la petite agriculture en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition;</p> <p>Établir un lien entre les petits exploitants et les marchés;</p> <p>Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition – quels rôles peut jouer l'élevage?</p>
<p>VII. Manifestation thématique mondiale consacrée aux Directives sur le droit à l'alimentation</p>	
<p>[Le Comité] est convenu que le CSA devait poursuivre ses travaux en 2018, à savoir conduire d'autres activités exploratoires dans le cadre de deux manifestations intersessions, afin de déterminer lors de la quarante-cinquième session du CSA s'il était envisageable d'œuvrer à la convergence pour aider les gouvernements et les autres parties prenantes aux niveaux national et local à favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte de l'évolution des dynamiques rurale et urbaine comme développé aux paragraphes 19 à 27 du Programme de travail pluriannuel 2018-2019 du CSA.</p> <p>Rapport final de la quarante-quatrième session du CSA, paragraphe 28, alinéa e.</p>	<p>Les résultats de deux manifestations intersessions du CSA, sur les thèmes «Incidences de l'urbanisation et de la transformation des zones rurales sur la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes à faible revenu» et «Promouvoir l'engagement et l'emploi des jeunes et des femmes dans les systèmes alimentaires, tout au long du continuum rural-urbain», seront examinés à la quarante-sixième session du CSA.</p>
<p>VIII. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sur les partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030</p>	
<p>[Le Comité] a dit regretter que le rapport du HLPE ne soit pas disponible dans toutes les langues officielles et a demandé au Secrétariat du CSA de prendre de nouvelles mesures en vue d'obtenir plus de financements pour les traductions;</p> <p>Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 29, alinéa b.</p>	<p>Un financement a été alloué pour faire en sorte que le rapport du HLPE qui sera présenté à la quarante-sixième session du CSA soit disponible dans toutes les langues officielles six semaines avant la session.</p>
<p>[Le Comité] a suggéré de lancer, sur la base du rapport du HLPE (y compris le questionnaire qui y figure en annexe), un processus de suivi axé sur les connaissances et le partage de l'expérience acquise en matière de partenariats</p>	<p>Dans le cadre du processus de suivi des partenariats multipartites efficaces, une séance sera organisée durant la quarante-sixième session du CSA. Celle-ci mettra l'accent sur les connaissances et le partage de l'expérience acquise sur les partenariats multipartites</p>

<p>multipartites efficaces à différentes échelles, et a chargé le Bureau d'en définir les modalités.</p> <p>Rapport final de la quarante-cinquième session du CSA, paragraphe 29, alinéa c.</p>	<p>efficaces aux niveaux national, régional et mondial, sur la base des recommandations du rapport du HLPE.</p>
---	---

IV. BUDGET ET MOBILISATION DE RESSOURCES

59. Les dépenses globales pour les activités du CSA en 2018 se sont élevées à 2 153 697 USD. L'ensemble des ressources nécessaires en 2019 pour les trois composantes du budget du CSA est estimé à 4 303 357 USD, dont:

- 2 798 349 USD pour le Secrétariat du CSA, la plénière et les axes de travail thématiques;
- 699 108 USD pour le HLPE;
- 805 900 USD pour le MSC.

Secrétariat du CSA

60. Les contributions des organismes ayant leur siège à Rome, qui s'élèveront à 2 025 000 USD, ainsi que des contributions supplémentaires de l'Union européenne, de l'Allemagne et de la Suisse, devraient couvrir convenablement les dépenses prévues pour 2019.

61.

FINANCEMENT	2018 (effectifs)	2019 (prévisions)
Organismes ayant leur siège à Rome (FAO, FIDA et PAM, 675 000 USD chacun)	2 025 000	2 025 000
Union européenne		300 000
MUL (Suisse) (351 979 USD, dont 50 % confirmés)		175 989
Allemagne		555 000
FINANCEMENT TOTAL	2 025 000	3 055 989

DÉPENSES	2018 (effectifs)	2019 (prévisions)
PERSONNEL	1 574 605	1 588 349
ACTIVITÉS DE COMMUNICATION DU PRÉSIDENT	30 034	30 000
SESSION PLÉNIÈRE	422 186	555 000
Communication et établissement de rapports	56 329	75 000
Dépenses générales de fonctionnement	74 561	80 000
Interprétation	109 125	180 000
Traduction/impression	154 427	150 000
Voyages: intervenants et conférenciers	27 744	70 000
AXES DE TRAVAIL	126 872	625 000
Évaluation	9 830	0
Rapport du HLPE sur les partenariats multipartites	98 039	0
Agroécologie (HLPE) – processus de suivi (2020)	0	0
Suivi des partenariats multipartites HLPE	0	0
Programme de travail pluriannuel	0	5 000
Nutrition	811	555 000
ODD/HLPE	1 253	20 000
Suivi/Petits exploitants	295	20 000
Urbanisation et transformation rurale	16 644	25 000
TOTAL DES DÉPENSES	2 153 697	2 798 349

Groupe d'experts de haut niveau

FINANCEMENT	2018 (effectifs)	2019 (prévisions)
Union européenne	-	738 161
France	111 419	40 000
Monaco	12 422	11 400
Slovaquie	-	3 413
Suisse - Ministère des affaires étrangères	270 000	250 000
FINANCEMENT TOTAL	393 841	1 042 974

DÉPENSES	2018 (effectifs)	2019 (prévisions)
Consultations électroniques	14 010	11 000
Soutien des équipes de projets	123 154	90 000
Impression du rapport	15 495	20 000
Traduction du rapport	74 847	140 000
Lancement du rapport, participation du CSA et diffusion	25 673	35 000
Réunions du Comité directeur	112 279	125 000
Autres dépenses de fonctionnement	13 677	20 000
Personnel du Secrétariat (services généraux)	80 667	80 000
Appui aux programmes - personnel technique	56 504	80 000
Spécialiste de la communication (science)	-	-
Conseiller(ère) technique principal(e)	En nature	En nature
Coordonnateur(rice) – HLPE	En nature	En nature
Coûts de l'évaluation	-	-
Amélioration du recouvrement des coûts (ICRU)	19 869	17 680
Dépenses d'appui aux projets	69 703	80 428
TOTAL DES DÉPENSES	605 878	699 108

Mécanisme de la société civile (MSC)

62. En ce qui concerne le MSC, des contributions de l'Union européenne, de la Suisse et d'organisations non gouvernementales (Oxfam Solidarité, Fian) ont été reçues. Parmi les autres donateurs potentiels, on peut citer l'Italie, l'Allemagne et de l'organisation pain pour le monde.

DÉPENSES	2018 (effectifs)	2019 (prévisions)
Participation aux réunions du Groupe consultatif du CSA	58 431	91 662
Groupes de travail du MSC sur les politiques et participation des membres du MSC aux activités intersessions du CSA	162 320	165 339
Appui au suivi et à la mise en œuvre des résultats du CSA	91 180	151 731
Réunion annuelle du Comité de coordination du MSC, Forum et participation à la session plénière	157 568	168 238
Secrétariat	161 352	161 836
Obligation de rendre compte, suivi et autres dépenses	3 358	17 907
Frais d'administration	32 371	49 187
TOTAL DES DÉPENSES	666 580	805 900

Veillez noter que les chiffres du MSC ont été transmis en EUR et convertis en USD au taux de 1 EUR=1,1192 USD. Pour plus d'informations sur le budget du MSC, veuillez écrire à l'adresse cso4cfs@gmail.com.

Mécanisme du secteur privé

DÉPENSES	2018 (effectifs)	2019 (prévisions)
Coûts de secrétariat de base	172 582	141 450
Élaboration des politiques	78 000	115 200
Manifestations et information	78 596	36 000
TOTAL DES DÉPENSES	329 178	292 650

Pour plus d'informations sur le budget du MSP, veuillez contacter robynne@emergingag.com et consulter www.agrifood.net.